

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 adoptant la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau du sous-bassin hydrographique de la Dendre uniquement pour les zones ayant une valeur d'aléa d'inondation élevé;

6° l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 adoptant la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau du sous-bassin hydrographique de la Dyle-Gette uniquement pour les zones ayant une valeur d'aléa d'inondation élevé;

7° l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 adoptant la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau du sous-bassin hydrographique de l'Oise uniquement pour les zones ayant une valeur d'aléa d'inondation élevé.

Art. 2. Les modalités de publication des zones à risques sont déterminées :

1° pour la Région flamande, conformément aux cartes publiées sur le site web <http://geo-vlaanderen.agiv.be/geo-vlaanderen/overstromingskaarten/>;

2° pour la Région wallonne, conformément aux annexes des arrêtés visés à l'article 1^{er}, 2° à 7°.

Art. 3. Notre ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

5° het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 tot aanneming van de cartografie van het risico op overstroming door het buiten de oevers treden van waterlopen van het onderstroomgebied van de Dender, uitsluitend voor de zones met een hoog overstromingsrisico;

6° het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 tot aanneming van de cartografie van het risico op overstroming door het buiten de oevers treden van waterlopen van het onderstroomgebied van de Dijle-Gete, uitsluitend voor de zones met een hoog overstromingsrisico;

7° het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 tot aanneming van de cartografie van het risico op overstroming door het buiten de oevers treden van waterlopen van het onderstroomgebied van de Oise, uitsluitend voor de zones met een hoog overstromingsrisico.

Art. 2. De nadere regelen van bekendmaking van de risicozones worden vastgesteld :

1° voor het Vlaams Gewest, overeenkomstig de kaart die wordt bekendgemaakt op de webstek <http://geo-vlaanderen.agiv.be/geo-vlaanderen/overstromingskaarten/>;

2° voor het Waals Gewest, overeenkomstig de bijlagen bij de besluiten bedoeld in artikel 1, 2° tot 7°.

Art. 3. Onze minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 1325

[C - 2007/14095]

**7 MARS 2007. — Arrêté royal
relatif à la notification des services
et des réseaux de communications électroniques**

RAPPORT AU ROI

Sire,

1. Généralités

Le projet d'arrêté qui vous est soumis règle la notification des services et réseaux de communications électroniques. La Directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (« directive autorisation ») remplace en effet le régime d'autorisation par un régime de notification.

Cette directive a été transposée dans la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (dénommée ci-après « la loi ») dont le présent arrêté assure l'exécution.

Afin d'éviter tout malentendu, il est utile de mentionner explicitement qu'une notification conformément au présent arrêté est requise pour la fourniture de services et de réseaux de communications électroniques. La mise à la disposition de ces facilités à des tiers est donc requise. Les services ou réseaux de communications électroniques qui sont utilisés pour un usage purement personnel ne nécessitent pas de notification.

En vue de la simplification administrative, il a été opté pour remplacer la réglementation de la déclaration qui, dans le cadre de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, était éparpillée dans plusieurs arrêtés d'exécution (dans ce contexte, il ne faut du reste pas perdre de vue les arrêtés qui réglaient l'obtention des autorisations pour certaines activités de télécommunications comme la téléphonie vocale et les réseaux publics). Le présent arrêté suffira désormais à régler toute forme de notification.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 1325

[C - 2007/14095]

**7 MAART 2007. — Koninklijk besluit
betreffende de kennisgeving
van elektronische-communicatiediensten en -netwerken**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. Algemeen

Het aan U voorgelegde ontwerp van besluit regelt de kennisgeving van elektronische-communicatiediensten en -netwerken. Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (de « machtigingsrichtlijn ») vervangt immers het vergunningsregime door een notificatieregime.

Deze richtlijn werd omgezet in de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna genoemd : « de wet ») waaraan het onderhavige besluit de uitvoering verleent.

Teneinde alle misverstanden te vermijden is het nuttig om expliciet te vermelden dat een kennisgeving conform onderhavig besluit vereist is voor het aanbieden van elektronische-communicatiediensten en -netwerken. Vereist is aldus het terbeschikkingstellen van deze faciliteiten aan derden. Elektronische communicatiediensten of -netwerken die voor louter eigen gebruik worden aangewend, behoeven geen kennisgeving.

Met het oog op de administratieve vereenvoudiging werd ervoor geopteerd om de aangifteregeling te vervangen, die onder de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven verspreid was over meerdere uitvoeringsbesluiten en waarbij men bovendien de besluiten die het verkrijgen regelden van vergunningen voor bepaalde telecommunicatieactiviteiten zoals spraaktelefonie en openbare netwerken niet uit het oog mag verliezen. Het onderhavige besluit zal voortaan volstaan om iedere vorm van kennisgeving te regelen.

2. Commentaire article par article

Article 1^{er}

Cet article comprend les définitions. L'accent est mis sur la définition de service vocal : un service vocal doit être distingué d'un service téléphonique public tel que défini à l'article 2, 22°, de la loi du 13 juin 2005 à savoir « un service mis à la disposition du public pour lui permettre de donner et de recevoir des appels nationaux et internationaux, et d'accéder aux services d'urgence en composant un ou plusieurs numéros du plan national ou international de numérotation; (...) ». Toutefois, si l'un des éléments cités ici fait défaut dans un service, celui-ci ne peut pas être considéré comme un service téléphonique public.

Article 2

Cet article stipule à quelles exigences formelles une notification doit répondre. Ces exigences sont identiques à celles de la loi du 21 mars 1991.

La notification et le paiement de redevances y afférent ne dispensent évidemment pas l'opérateur qui souhaite obtenir des numéros ou des fréquences des procédures prévues à cet effet.

Enfin, il est encore signalé que les opérateurs mentionnés à l'article 161 de la loi sont supposés avoir fait une notification pour les services et réseaux de communications électroniques concernés au sens de l'article 9 de la loi.

Article 3

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Article 4

Cet article prévoit que l'Institut publie une liste des fournisseurs de services et de réseaux de communications électroniques.

Ainsi, les tiers peuvent facilement vérifier si tel ou tel opérateur est connu de l'Institut. Cette liste est accessible à tout le monde.

De même, les tiers qui sont moins familiarisés avec le marché des communications électroniques peuvent facilement vérifier quels opérateurs fournissent l'accès à internet, chez qui ils peuvent s'approvisionner pour les lignes louées et caetera.

Article 5

Pour les services mentionnés dans cet article, les tarifs de notification sont conservés tels qu'ils étaient appliqués en vertu de la loi du 21 mars 1991 pour la téléphonie vocale et les réseaux publics. Il s'agit de services dont la notification donne souvent lieu à un complément d'enquête dans la pratique pour l'Institut.

Concernant ces tarifs, il y a lieu de souligner qu'il n'est pas pertinent de savoir si la notification est faite par celui qui fournit le service du point de vue technique ou par un revendeur de ce service.

Contrairement aux services visés à l'article 6 du présent arrêté, ces notifications sont souvent précédées par des discussions du candidat opérateur avec l'Institut. Ces discussions entraînent un coût pour l'Institut. Dans la pratique, il s'avère en outre que le dossier de notification pour ces services et réseaux est de facto beaucoup plus étendu que pour les services visés à l'article 6. Ces différences justifient la différence entre les redevances à payer selon ce qui fait l'objet de la notification.

Article 6

Cet article prévoit un tarif inférieur à l'article 7 pour les services qui dans la pratique posent peu de problème. Dans ce cadre on peut remarquer que de fait, un service ou un réseau exploité sans but lucratif, se situera le plus souvent, dans le domaine du service public. Concrètement il s'agit par exemple d'une ville établissant un réseau afin de connecter les services de police, d'incendie et C.P.A.S. avec ses administrations communales, dans le but de pouvoir échanger des informations communes ou de pouvoir utiliser ensemble un accès Internet ou téléphonique. Un autre exemple sont les banques qui peuvent ainsi connecter leurs sièges indépendants avec le siège principal, ou bien une autorité régionale ou fédérale qui peut connecter plusieurs services au moyen d'un tel réseau.

2. Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Dit artikel bevat de definities. De aandacht wordt gevestigd op de definitie van spraakdienst : een spraakdienst moet onderscheiden worden van een openbare telefoondienst zoals deze gedefinieerd wordt in artikel 2, 22°, van de wet van 13 juni 2005, zijnde « een dienst die voor het publiek beschikbaar is voor uitgaande en binnenkomende nationale en internationale gesprekken alsook voor toegang tot hulpdiensten via een nummer of een aantal nummers in een nationaal of internationaal nummerplan, (...) ». Welnu, indien één van de hier geciteerde elementen in een dienst ontbreekt, dan kan deze dienst niet beschouwd worden als een openbare telefoondienst.

Artikel 2

Dit artikel bepaalt aan welke formele vereisten een kennisgeving moet voldoen. Deze vereisten verschillen niet van de eisen onder de wet van 21 maart 1991.

De kennisgeving en bijhorende betaling van rechten ontslaat de operator die nummers of frequenties wenst te bekomen, uiteraard niet van de daartoe geëigende procedures.

Tenslotte wordt er nog op gewezen dat de operatoren vermeld in artikel 161 van de wet geacht worden voor de betreffende elektronische communicatiediensten en -netwerken een kennisgeving gedaan te hebben in de zin van artikel 9 van de wet.

Artikel 3

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 4

Dit artikel bepaalt dat het Instituut een lijst publiceert van de aanbieders van elektronische-communicatiediensten en -netwerken. Deze lijst is voor iedereen toegankelijk.

Zodoende kunnen derden eenvoudig verifiëren of deze of gene operator bij het Instituut bekend is.

Tevens kunnen derden die minder vertrouwd zijn met de markt voor elektronische communicatie eenvoudig nagaan welke operatoren internettoegang leveren, bij wie zij huurlijnen kunnen betrekken enzovoort.

Artikel 5

Voor de diensten vermeld in dit artikel worden de tarieven voor de kennisgeving behouden zoals die onder de wet van 21 maart 1991 gangbaar waren voor spraaktelefonie en openbare netwerken. Het gaat om diensten waarvan de kennisgeving voor het Instituut in de praktijk vaak aanleiding geeft tot bijkomend onderzoek etc.

Opgemerkt moet worden dat wat die tarieven betreft het irrelevant is of de kennisgeving geschiedt door diegene die de dienst levert vanuit technisch oogpunt, of door een doorverkoper van deze dienst.

In tegenstelling tot de diensten vermeld in artikel 6 van onderhavig besluit, worden deze kennisgevingen vaak voorafgegaan door besprekingen van de kandidaat-operator met het Instituut. Dergelijke besprekingen brengen een kost met zich mee voor het Instituut. Ook blijkt in de praktijk dat het kennisgevingsdossier voor deze diensten en netwerken de facto veel uitgebreider is dan voor de diensten vermeld in artikel 6. Deze verschillen verantwoorden het verschil in te betalen rechten al naargelang van wat een kennisgeving wordt gedaan.

Artikel 6

Dit artikel voorziet in een lager tarief dan artikel 7 voor diensten waarvan uit de praktijk blijkt dat ze weinig problemen geven. Hierbij kan opgemerkt worden dat de facto een dienst of netwerk dat zonder winstoogmerk geëxploiteerd wordt, zich meestal zal situeren in de sfeer van de publieke dienstverlening. In concreto gaat het om bijvoorbeeld een stad die een netwerk aanlegt om zijn politie-, brandweer- en O.C.M.W.-diensten samen met zijn stadsdiensten te verbinden om gezamenlijke informatie te kunnen uitwisselen of om gezamenlijk een internet- of telefoontoegang te kunnen gebruiken. Ander voorbeeld is een gewestelijke of federale overheid die via een dergelijk netwerk verschillende diensten kan verbinden.

Article 7

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Articles 8, 9 et 10

Par analogie à l'article 5, les frais de dossier sont fixés en fonction du travail et donc des coûts qu'impliquent ces dossiers pour l'Institut.

Le calcul du montant prévu à l'article 8 est basé sur la constatation que des opérateurs de réseau ont payé une redevance annuelle de 10.105 EUR conformément à l'arrêté royal du 12 juin 1998 concernant les conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux publics de télécommunications. Conformément à l'arrêté royal du 12 juin 1998 fixant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des autorisations individuelles, un opérateur fournissant la téléphonie vocale paie une redevance annuelle de 8.670 EUR (il s'agit de facto des montants mentionnés dans les AR de respectivement 350 000 FB et 300 000 FB, indexés). Ces redevances ont été justifiées dans le cadre de l'élaboration des arrêtés royaux du 12 juin 1998 précités.

Les montants de respectivement 10.105 EUR et 8.670 EUR ne couvrent cependant plus les coûts de l'Institut : en effet, les analyses de marché confiées à l'Institut par la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques engendrent un coût supplémentaire considérable. A cela s'ajoute le fait que le nouveau cadre législatif n'entraîne pas de diminution des coûts engendrés par le suivi des dossiers, le contrôle, etc.

Pour une bonne compréhension, il y a lieu de souligner que l'ensemble des coûts des analyses de marché n'a pas été pris en considération dans le recalcul des redevances annuelles : les marchés mobiles ainsi que le marché des lignes louées et le marché 18 (radiodiffusion) n'ont pas été pris en considération. Concrètement, il s'agit donc des marchés 1 à 6 et 8 à 12, donc 11 marchés au total.

Le montant des coûts total ainsi obtenu a été réparti entre les 47 opérateurs de réseau connus et les 46 opérateurs connus fournissant des services téléphoniques publics. Il a également été considéré qu'à ce jour, 10 opérateurs ne sont pas encore connus, et ceux-ci ont également été associés à la ventilation des coûts.

L'augmentation du montant pour les opérateurs PSM peut se justifier comme suit : une fois les analyses de marché terminées, des mesures doivent normalement être imposées par marché aux opérateurs PSM. Cela requiert un complément d'examen par l'IBPT, bien que son ampleur et son coût soient très difficiles à prévoir. En vue de garantir la sécurité juridique, il a donc été opté pour un système introduit par les arrêtés d'exécution du 22 juin 1998 : l'opérateur PSM paie un montant qui fait le double de celui payé par un opérateur non PSM. Par conséquent : 12.150 EUR × 2 pour un PSM sur un (ou plusieurs) marché(s) lié(s) aux réseaux publics et 12.150 EUR × 2 pour un PSM sur un (ou plusieurs) marché(s) lié(s) aux services téléphoniques publics. Ce doublement n'est donc pas appliqué par marché mais bien une seule fois par groupe de marchés.

L'article 8 n'est pas d'application aux réseaux mobiles classiques : les droits prévus dans les arrêtés d'exécution en matière de GSM, de DCS 1800 et d'UMTS sont d'un ordre différent de celui qui est mentionné dans le présent arrêté, ce qui se justifie par des aspects spécifiques à ces opérateurs, comme le contrôle des exigences de couverture, la gestion du spectre, etc, ainsi que la constatation qu'il s'agit en l'espèce d'un nombre limité de réseaux et d'opérateurs.

Articles 11 à 13

Ces articles portent sur les redevances à payer par les opérateurs. Ces redevances sont dues suite à la notification du service ou réseau de communications électroniques concerné conformément à l'article 9 de la loi. Les redevances dues en vertu d'autres dispositions législatives ou réglementations n'ont aucune influence en la matière.

En ce qui concerne l'article 13 : cette disposition, que l'on retrouve dans de nombreuses dispositions d'exécution, se justifie par la constatation qu'une cessation des activités a peu ou pas d'impact sur les coûts de l'Institut vu que la cessation d'activités entraîne un traitement du dossier et un suivi spécifiques. Cette disposition se justifie également du point de vue d'une gestion administrative efficace : le recalcul proportionnellement aux redevances, à chaque fois qu'une autorisation est annulée, augmenterait en effet les coûts administratifs, et donc les redevances dues en général.

Artikel 7

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikelen 8, 9 en 10

Analoog met artikel 5 zijn de dossierkosten vastgesteld op basis van het werk, en dus de kosten, die dergelijke dossiers voor het Instituut inhouden.

Uitgangspunt voor de berekening van het in artikel 8 bedoelde bedrag is de vaststelling dat netwerkopérateurs overeenkomstig het koninklijk besluit van 12 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken 10.105 EUR als jaarlijks recht betaald hebben. Een operator die openbare spraaktelefonie aanbiedt, betaalt overeenkomstig het koninklijk besluit van 12 juni 1998 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de spraaktelefoondienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen, een jaarlijks recht van 8.670 EUR (De facto gaat het om de in de KB's vermelde bedragen van resp. 350 000 BEF en 300 000 BEF, geïndexeerd). Deze rechten werden verantwoord in het kader van de totstandkoming van de vernoemde koninklijke besluiten van 12 juni 1998.

De bedragen van resp. 10.105 EUR en 8.670 EUR dekken evenwel de kosten van het Instituut niet langer : de marktanalyses die door de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicaties aan het Instituut werden opgedragen, brengen immers een aanzienlijke bijkomende kost met zich. Daarbij komt dat het nieuwe wetgevende kader verder geen vermindering met zich meebrengt van de kosten die veroorzaakt worden door de opvolging van dossiers, de controle etc.

Voor een goed begrip moet worden gesteld dat voor de herberekening van de jaarlijkse rechten niet alle kosten van marktanalyses in aanmerking werden genomen : de mobiele markten alsook de markt voor huurlijnen en markt 18 (omroep) werden buiten beschouwing gelaten. In concreto gaat het dus om de markten 1 tot 6 en 8 tot 12, in totaal dus 11 markten.

Het totale kostenbedrag dat aldus wordt bekomen, werd verdeeld over de 47 gekende netwerkopérateurs en de 46 gekende operatoren die openbare telefoondiensten aanbieden. Tevens werd aangenomen dat nog 10 operatoren vooralsnog niet gekend zijn en werden deze ook in de kostenverdeling betrokken.

Het verhoogde bedrag voor de SMP-operatoren kan als volgt worden verantwoord : na het voltooiën van de marktanalyses moeten normaliter per markt maatregelen worden opgelegd aan de SMP-operatoren. Dat vereist bijkomend onderzoek door het BIPT, hoewel zeer moeilijk te voorspellen is hoeveel en hoe kostelijk. Met het oog op de rechtzekerheid werd daarom geopteerd voor een systeem dat door de uitvoeringsbesluiten van 22 juni 1998 werd ingevoerd : de SMP-operator betaalt een bedrag dat het dubbele is van een niet-SMP-operator. Derhalve : 12.150 EUR × 2 voor SMP op een (of meerdere) markt(en) m.b.t. openbare netwerken en 12.150 EUR × 2 voor SMP op een (of meerdere) markt(en) m.b.t. openbare telefoondiensten. Deze verdubbeling wordt aldus niet toegepast per markt maar wel eenmalig per groep van markten.

Artikel 8 is niet van toepassing op de klassieke mobiele netwerken : de rechten die vastgelegd zijn in de uitvoeringsbesluiten inzake GSM, DCS 1800 en UMTS zijn van een andere orde dan diegene die vermeld zijn in het onderhavige besluit; hetgeen zijn verantwoording vindt in voor deze operatoren specifieke aspecten zoals controle van dekkingvereisten, spectrumbeheer, etc., alsook de vaststelling dat het terzake om een beperkt aantal netwerken en operatoren gaat.

Artikelen 11 tot 13

Deze artikelen betreffen de door de operatoren te betalen rechten. Deze rechten zijn verschuldigd n.a.v. de kennisgeving van de betreffende elektronische-communicatiedienst of -netwerk overeenkomstig artikel 9 van de wet. De rechten die verschuldigd zijn krachtens andere wetsbepalingen of reglementeringen hebben hierop geen invloed.

Wat betreft artikel 13 : deze bepaling, die in tal van uitvoeringsbepalingen terug te vinden is, wordt verantwoord door de vaststelling dat een stopzetting van de activiteiten weinig of geen invloed heeft op de kosten van het Instituut aangezien de stopzetting een specifieke dossierbehandeling en opvolging met zich meebrengt. Tevens wordt deze bepaling verantwoord vanuit het oogpunt van een efficiënt administratief beheer : het herberekenen pro rata van de rechten, telkens wanneer een vergunning wordt opgezegd, zou immers de administratieve kosten, en dus de verschuldigde rechten in het algemeen verhogen.

Articles 14 et 15

Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.

L'avis du Conseil d'Etat a été intégralement suivi dans le présent arrêté, sauf lorsque le Conseil d'Etat déclare que l'article 12, § 3, est évident et peut par conséquent être supprimé : il ressort des expériences de l'Institut que le principe décrit à l'article 12, § 3, donne, dans la pratique, souvent lieu à des discussions. Afin d'éviter ces discussions, cette disposition est dès lors maintenue, bien entendu adaptée à une autre remarque du Conseil d'Etat.

Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

La Ministre du Budget et de Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

**Avis 41.926/4 du 9 janvier 2007
de la section de législation du Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, le 15 décembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à la notification des services et des réseaux de communications électroniques », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet se bornent à rappeler des règles qui résultent déjà de dispositions de nature législative ou qui vont de soi au vu du cadre juridique dans lequel elles s'inscrivent.

Il en va ainsi des dispositions suivantes du projet :

- l'article 5 qui contient une règle qui va de soi;
- l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et alinéa 2, première phrase, qui fixe une règle qui découle déjà de l'article 9, § 8, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, et de son article 161;
- l'article 17 qui contient une règle qui va de soi;
- l'article 19 de l'arrêté en projet qui rappelle la règle inscrite à l'article 161 de la loi précitée du 13 juin 2005.

Il n'appartient pas au pouvoir exécutif de reproduire, dans un arrêté réglementaire, une règle déjà inscrite dans une disposition de nature législative ou qui résulte naturellement de celle-ci.

Pareil procédé peut en effet induire en erreur sur la nature de la règle en question. Il laisse par ailleurs à penser qu'il est au pouvoir du pouvoir exécutif de modifier cette règle alors que ce pouvoir appartient au seul législateur.

Les dispositions précitées seront omises.

Artikelen 14 en 15

Deze artikelen behoeven geen commentaar.

In onderhavig besluit werd het advies van de Raad van State integraal gevolgd, behoudens waar de Raad van State stelt dat artikel 12, § 3, vanzelfsprekend is en derhalve weggelaten kan worden : uit de ervaringen van het Instituut blijkt dat het in artikel 12, § 3, beschreven principe in de praktijk vaak aanleiding geeft tot discussies. Teneinde deze discussies te vermijden, wordt daarom deze bepaling behouden – uiteraard aangepast aan een andere opmerking van de Raad van State.

Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

**Advies 41.926/4 van 9 januari 2007
van de afdeling wetgeving van de Raad van State**

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 15 december 2006 door de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de kennisgeving van elektronische-communicatiediensten en -netwerken », heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Verscheidene bepalingen van het ontwerpbesluit beperken zich ertoe regels in herinnering te brengen die reeds voortvloeien uit bepalingen van wetgevende aard of die vanzelfsprekend zijn in het juridische kader waartoe ze behoren.

Dit is het geval met de volgende bepalingen van het ontwerp :

- artikel 5, dat een regel bevat die vanzelfsprekend is;
- artikel 6, § 1, eerste lid, en tweede lid, eerste zin, dat een regel vastlegt die reeds voortvloeit uit artikel 9, § 8, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, en uit artikel 161 ervan;
- artikel 17, dat een regel bevat die vanzelfsprekend is;
- artikel 19 van het ontwerpbesluit, dat de regel in herinnering brengt die vervat is in artikel 161 van de voornoemde wet van 13 juni 2005.

Het staat niet aan de uitvoerende macht om in een reglementair besluit een regel over te nemen die reeds is opgenomen in een bepaling van wetgevende aard of die er natuurlijkerwijs uit voortvloeit.

Een zodanige werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan omtrent de aard van de desbetreffende regel. Ze kan bovendien de indruk wekken dat het aan de uitvoerende macht toekomt om die regel te wijzigen, terwijl die bevoegdheid uitsluitend aan de wetgever toekomt.

De voornoemde bepalingen moeten vervallen.

2.1. L'arrêté en projet se donne notamment pour fondement légal l'article 29 de la loi précitée du 13 juin 2005, qui dispose comme suit :

« § 1^{er}. Les redevances administratives qui sont imposées aux opérateurs, sans préjudice des dispositions mentionnées aux articles 43, 45, 46 et 47, servent à couvrir les coûts liés :

1° à l'établissement, la gestion, au contrôle et à l'application de la législation et des droits d'utilisation;

2° aux missions spécifiques de l'Institut en matière d'accès et de service universel;

3° à la coopération internationale, l'harmonisation et la normalisation, l'analyse du marché, le contrôle de la conformité et autres contrôles du marché;

4° aux avis et à l'application d'une législation secondaire ainsi qu'à la prise de décisions administratives.

L'Institut recouvre les redevances administratives.

§ 2. Le Roi, après avis de l'Institut, fixe le montant et les modalités en matière de redevance administrative en vue d'une répartition objective, transparente et proportionnelle. »

Plusieurs dispositions du texte en projet (à savoir, les articles 7 à 17) entendent imposer des redevances liées aux notifications imposées par l'article 9 de la loi précitée du 13 juin 2005 ainsi qu'à la gestion subséquente des dossiers faisant suite à ces notifications, et fixer les montants et les modalités de ces redevances.

Au regard de l'article 29 rappelé ci-avant, spécialement en tant qu'il impose une répartition objective, transparente et proportionnelle des redevances, ces dispositions appellent les observations suivantes.

2.2. Le texte en projet prévoit deux catégories de redevances : la première est due lors de la notification et est liée aux frais générés par celle-ci, la seconde est une redevance annuelle liée aux frais de gestion des dossiers relatifs aux opérateurs ayant effectué ladite notification ou étant réputés l'avoir effectuée, conformément à l'article 161 de la loi précitée du 13 juin 2005.

Différents montants sont ainsi fixés, qui varient, d'une part, selon qu'il s'agit de la première ou de la seconde catégorie de ces redevances, et d'autre part selon la prestation visée ou le prestataire concerné.

Le rapport au Roi joint à l'arrêté en projet et le dossier transmis au Conseil d'Etat ne contiennent aucun élément permettant d'établir que les montants fixés par le texte en projet sont de nature à garantir une répartition objective, transparente et proportionnelle des redevances, en fonction des coûts à raison desquels elles seront perçues.

L'auteur du projet doit être en mesure d'établir que tel est effectivement le cas et le rapport au Roi gagnera à être complété en conséquence.

A défaut, le dispositif en projet sera revu.

2.3. Si le rapport au Roi joint à l'arrêté en projet comporte certains éléments de nature à justifier certaines des différences de traitement opérées entre différentes catégories de prestataires, il n'en va pas ainsi pour tous les traitements différenciés mis en place.

Plus spécialement, du rapport au Roi et du dossier communiqué au Conseil d'Etat, ne ressortent pas les motifs raisonnables, pertinents, adéquats, exacts en fait et admissibles en droit, susceptibles de justifier que les catégories d'activités visées à l'article 7, 1°, 2°, 3°, du projet entraînent, sous réserve de l'article 8, l'obligation de payer une redevance identique pour frais de notification, tandis qu'en ce qui concerne les redevances annuelles pour frais de gestion, prévues par les articles 10 à 12, du projet, les catégories visées à l'article 7, entraînent l'obligation de payer une redevance différente, selon qu'il s'agit d'une part, de celles visées à l'article 7, 1° et 2°, ou, d'autre part, de celles visées à l'article 7, 3°.

L'auteur du projet doit être en mesure d'établir que la différence de traitement opérée repose sur des justifications raisonnables qui gagneront à figurer dans le rapport au Roi.

A défaut, le texte en projet sera revu afin de supprimer le traitement différencié qu'il met en place.

2.1. Het ontwerpbesluit geeft aan onder meer gegrond te zijn op artikel 29 van de voornoemde wet van 13 juni 2005, dat bepaalt :

« § 1. De administratieve bijdragen die worden opgelegd aan de operatoren, onverminderd de bepalingen van de artikelen 43, 45, 46 en 47, dienen ter dekking van de kosten inzake :

1° het opstellen, het beheer, de controle en de toepassing van de wetgeving en van de gebruiksrechten;

2° de specifieke opdrachten van het Instituut inzake toegang en universeledienstverlening;

3° internationale samenwerking, harmonisatie en normering, marktanalyse, controle op de naleving en ander markttoezicht;

4° het adviseren en handhaven van secundaire wetgeving en het nemen van administratieve beslissingen.

Het Instituut int de administratieve bijdragen.

§ 2. De Koning, na advies van het Instituut, bepaalt het bedrag en de nadere regels inzake de administratieve bijdrage met het oog op een objectieve, transparante en evenredige verdeling. »

Verscheidene bepalingen van de ontwerp tekst (te weten de artikelen 7 tot 17) beogen rechten op te leggen die verband houden met de kennisgevingen opgelegd bij artikel 9 van de voornoemde wet van 13 juni 2005, alsook met het daaruit voortvloeiende beheer van de dossiers als gevolg van die kennisgevingen, en tevens het bedrag en de wijze van betaling van die rechten vast te stellen.

In het licht van het hierboven geciteerde artikel 29, inzonderheid in zoverre het een objectieve, transparante en evenredige verdeling van die rechten oplegt, geven die bepalingen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.2. De ontwerp tekst voorziet in twee categorieën van rechten : de eerste categorie van rechten is verschuldigd bij de kennisgeving en houdt verband met de kosten gemaakt als gevolg van die kennisgeving, terwijl de tweede categorie van rechten jaarlijks geïnd wordt en verband houdt met de kosten voor het beheer van de dossiers betreffende de operatoren die die kennisgeving hebben gedaan of geacht worden ze te hebben gedaan overeenkomstig artikel 161 van de voornoemde wet van 13 juni 2005.

Aldus worden verscheidene bedragen vastgesteld die enerzijds verschillen naargelang ze tot de eerste of de tweede categorie van die rechten behoren, en anderzijds naargelang van de bedoelde dienstverlening of de betrokken dienstverlener.

Het verslag aan de Koning gevoegd bij het ontwerpbesluit en het dossier overgezonden aan de Raad van State bevatten geen enkel gegeven waaruit kan worden opgemaakt dat de bij de ontwerp tekst vastgestelde bedragen een objectieve, transparante en evenredige verdeling van de rechten kunnen waarborgen op basis van de kosten ter dekking waarvan ze worden gegeven.

De steller van het ontwerp moet kunnen aantonen dat zulks wel degelijk het geval is, en het verdient aanbeveling het verslag aan de Koning dienovereenkomstig aan te vullen.

Indien zulks niet geschiedt, moet het ontworpen dispositief worden herzien.

2.3. Weliswaar bevat het verslag aan de Koning gevoegd bij het ontwerpbesluit een aantal gegevens die sommige verschillen in behandeling onder verschillende categorieën van dienstverleners kunnen verantwoorden, maar dat is niet het geval met al de verschillende behandelingen die ingevoerd worden.

Meer bepaald blijken uit het verslag aan de Koning en uit het aan de Raad van State meegedeelde dossier niet de feitelijk juiste en rechtens aanvaardbare, redelijke, relevante en adequate motieven die kunnen verantwoorden dat de categorieën van activiteiten vermeld in artikel 7, 1°, 2° en 3°, van het ontwerp onder voorbehoud van artikel 8 de verplichting meebrengen om een identiek recht te voldoen tot dekking van de kosten van kennisgeving, terwijl, wat betreft de in de artikelen 10 tot 12 van het ontwerp bedoelde jaarlijkse rechten tot dekking van de kosten van beheer, de categorieën vermeld in artikel 7 de verplichting meebrengen tot voldoening van een verschillend recht naargelang het enerzijds de rechten vermeld in artikel 7, 1° en 2°, betreft, of anderzijds die vermeld in artikel 7, 3°.

De steller van het ontwerp moet kunnen aantonen dat het aldus ontworpen verschil in behandeling steunt op redelijke motieven, die in het verslag aan de Koning moeten worden uiteengezet.

Indien zulks niet geschiedt, moet de ontwerp tekst worden herzien, waarbij het ontworpen verschil in behandeling wordt weggewerkt.

2.4. De même, au regard du principe de proportionnalité, la section de législation n'aperçoit pas les motifs susceptibles de justifier la règle prévue à l'article 16 du projet selon lequel

« Aucune cessation d'activités complète ou partielle ou d'une partie de celles-ci ne donne lieu à un quelconque remboursement de l'ensemble ou d'une partie des redevances visées dans le présent arrêté. »

Il en va plus spécialement ainsi s'agissant de la redevance annuelle prévue par l'arrêté en projet au titre de frais de gestion du dossier de l'opérateur (articles 10, 11 et 12 du projet).

Observations particulières

Préambule

1. Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet ont trait à la notification prévue par l'article 9 de la loi précitée du 13 juin 2005.

Cette disposition ne comporte aucune habilitation au Roi.

Toutefois, sous réserve des observations générales ci-avant et des observations particulières ci-après, certaines des dispositions du projet relatives à la notification peuvent trouver leur fondement dans le pouvoir général d'exécution des lois, conféré au Roi par l'article 108 de la Constitution.

Cette disposition doit donc être mentionnée au préambule qui sera revu en conséquence.

2. L'article 10 de la loi du 13 juin 2005 précitée, même combiné à l'article 108 de la Constitution, ne procure aucun fondement à l'arrêté en projet; sa mention à l'alinéa 1^{er} du préambule doit être omise.

3. Il y a lieu de viser au préambule les arrêtés royaux et ministériels que l'article 20 du projet abroge.

4. Le préambule sera complété afin de mentionner les dates respectives de l'avis de l'Inspecteur des Finances et du Ministre du Budget.

5. A l'alinéa se référant à l'avis du Conseil d'Etat, il y a lieu de mentionner le numéro de cet avis et de préciser qu'il est donné en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Dispositif

Articles 1^{er} et 2

L'article 1^{er}, 5^o et l'article 2 du projet, combinés l'un avec l'autre, entendent déterminer quelles sont les activités préalablement à l'exercice desquelles une notification au sens de l'article 9 de la loi précitée du 13 juin 2005 est requise.

De telles dispositions sont inutiles et ne relèvent pas, par ailleurs, du pouvoir du Roi.

En effet, l'article 9 de la loi précitée du 13 juin 2005 détermine déjà, à lui seul, quelles sont les activités pour lesquelles une notification préalable est requise. Pour les motifs évoqués à l'observation générale 1^{er} ci-avant, il n'appartient pas au pouvoir exécutif de rappeler cette obligation, de surcroît, en utilisant d'autres termes et une autre structure que ceux employés par le législateur lui-même.

L'article 1^{er}, 5^o, et l'article 2 du projet seront donc omis.

Article 4

Il y a lieu d'écrire l'« article 9, § 3 » au lieu de l'« article 8, § 3 ».

Article 6

Ni l'article 9, § 8, de la loi précitée du 13 juin 2005, ni son article 29, n'autorisent l'Institut à retirer de la publication sur son site internet les personnes ayant fait une notification au sens de cette disposition, mais en défaut de payer les redevances visées à l'article 29 de la même loi.

Le paragraphe 3 de la disposition à l'examen sera omis.

Article 10

Au paragraphe 2, il n'y a pas lieu de renvoyer aux arrêtés royaux qui ont modifié les trois arrêtés royaux de base mentionnés afin de ne pas figer cette référence.

2.4. Zo ook ziet de afdeling wetgeving in het licht van het proportionaliteitsbeginsel niet in welke motieven de regel vervat in artikel 16 van het ontwerp kunnen verantwoorden, luidend als volgt :

« Geen enkele gehele of gedeeltelijke stopzetting van de activiteiten of een onderdeel daarvan, geeft aanleiding tot enige terugbetaling van het geheel of een gedeelte van de rechten bedoeld in dit besluit. »

Dit geldt des te meer daar het het jaarlijkse recht betreft waarin het ontwerpbesluit voorziet tot dekking van de kosten voor het beheer van het dossier van de operator (artikelen 10, 11 en 12 van het ontwerp).

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Verscheidene bepalingen van het ontwerpbesluit betreffen de kennisgeving bedoeld in artikel 9 van de voornoemde wet van 13 juni 2005.

Deze bepaling verleent geen enkele machtiging aan de Koning.

Sommige bepalingen van het ontwerp met betrekking tot de kennisgeving kunnen echter, onder voorbehoud van de algemene opmerkingen hierboven en de bijzondere opmerkingen hierna, hun grondslag vinden in de algemene bevoegdheid inzake de tenuitvoerlegging van wetten, die artikel 108 van de Grondwet verleent aan de Koning.

Die bepaling moet dus worden vermeld in de aanhef, die dienovereenkomstig moet worden herzien.

2. Artikel 10 van de voornoemde wet van 13 juni 2005 verleent geen enkele grondslag aan het ontwerpbesluit, zelfs niet indien het gelezen wordt in samenhang met artikel 108 van de Grondwet, zodat de vermelding ervan in het eerste lid van de aanhef dient te vervallen.

3. In de aanhef moet worden verwezen naar de koninklijke en ministeriële besluiten die bij artikel 20 van het ontwerp worden opgeheven.

4. De aanhef dient aldus te worden aangevuld dat de respectieve data van het advies van de Inspecteur van Financiën en van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting erin worden vermeld.

5. In het lid dat verwijst naar het advies van de Raad van State moet het nummer van dat advies worden vermeld en moet worden gepreciseerd dat het gegeven is met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Dispositief

Artikelen 1 en 2

Artikel 1, 5^o, en artikel 2 van het ontwerp beogen, gelezen in onderlinge samenhang, te bepalen voor welke activiteiten kennisgeving in de zin van artikel 9 van de voornoemde wet van 13 juni 2005 vereist is voorafgaandelijk aan de uitoefening van die activiteiten.

Zulke bepalingen zijn overbodig en behoren bovendien niet tot de bevoegdheid van de Koning.

Artikel 9 van de voornoemde wet van 13 juni 2005 bepaalt immers op zich reeds de activiteiten waarvoor een voorafgaande kennisgeving vereist is. Om de redenen opgegeven in algemene opmerking 1 hierboven staat het niet aan de uitvoerende macht om die verplichting in herinnering te brengen, waarbij ze op de koop toe werkt met andere bewoordingen en met een andere structuur dan die welke door de wetgever zelf worden gebruikt.

Artikel 1, 5^o, en artikel 2 van het ontwerp moeten derhalve vervallen.

Artikel 4

Men schrijve « artikel 9, § 3 » in plaats van « artikel 8, § 3 ».

Artikel 6

Noch artikel 9, § 8, van de voornoemde wet van 13 juni 2005, noch artikel 29 ervan, schrijft voor dat het Instituut uit het overzicht op zijn website de personen mag schrappen die een kennisgeving in de zin van die bepaling hebben gedaan, maar die nagelaten hebben de rechten genoemd in artikel 29 van diezelfde wet te betalen.

Paragraaf 3 van de onderzochte bepaling moet vervallen.

Artikel 10

Er dient in paragraaf 2 niet te worden verwezen naar de koninklijke besluiten die wijzigingen hebben aangebracht in de drie genoemde koninklijke basisbesluiten, teneinde die verwijzing niet te fixeren.

Article 14

En prévoyant que les redevances qui ne sont pas payées à l'échéance fixée produisent de plein droit et sans mise en demeure un intérêt, le Roi excède ses pouvoirs : il ne Lui appartient pas, en effet, de déroger ainsi au droit commun.

L'article 14 sera omis.

Article 15

1. Au paragraphe 2, dernière phrase, à l'instar du texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots « arrondis à la centaine d'eurocents supérieure » par les mots « arrondis à l'euro supérieur ».

2. Le paragraphe 3 de la disposition à l'examen prévoit que

« L'éventuelle contestation du calcul de l'indexation ne suspend en aucun cas l'obligation de payer le montant communiqué par l'Institut. »

En tant qu'elle vise ou viserait une contestation émanant du redevable en dehors de tout recours juridictionnel, la règle prévue par cette disposition va de soi, ce qui la rend inutile.

En tant que la disposition à l'examen vise ou viserait une contestation par voie de recours juridictionnel, il y a lieu de rappeler que l'effet suspensif ou non des recours formés contre les décisions de l'I.B.P.T. est déjà réglé par l'article 2, § 2, de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des postes et des télécommunications belges.

En toutes hypothèses, le paragraphe 3 en projet doit être omis.

Article 18

1. La disposition à l'examen dispose comme suit :

« La notification peut être refusée pour les besoins de la défense nationale ou de la sécurité publique. La décision à cet égard est dûment motivée par l'Institut. L'entreprise en question est entendue au préalable. »

Le rapport au Roi expose à ce propos ce qui suit :

« Si par exemple les situations exceptionnelles mentionnées à l'article 4 de la loi du 13 juin 2005 se présentaient, le fait que l'Institut ne puisse pas refuser une notification pour les services visés dans cet article serait paradoxal. Cet article crée donc une base de refus exceptionnel d'une notification par l'Institut. »

Compte tenu de cette explication, il convient de rappeler que selon l'article 4 de la loi du 13 juin 2005 précitée :

« § 1^{er}. Lorsque la sécurité publique, la santé publique, l'ordre public ou la défense du Royaume l'exigent, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, interdire en tout ou en partie au cours de la période fixée par Lui :

1° de fournir des réseaux ou services de communications électroniques;

2° de détenir ou d'utiliser des équipements.

Le Roi peut, à cet effet, prescrire toutes les mesures qu'il juge utiles, notamment la mise sous séquestre des équipements ou leur mise en dépôt à un endroit déterminé.

Les mesures visées dans le présent article ne donnent lieu à l'attribution d'aucune indemnité.

§ 2. En cas de situation exceptionnelle provoquant soit la mise hors service, soit un encombrement des moyens de communications électroniques civils ou militaires qui empêchent le fonctionnement normal de ceux-ci, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre par mesure d'urgence toute mesure qu'il juge nécessaire, y compris la réquisition totale ou partielle des capacités de transmission des opérateurs pour les affecter à l'usage de services ou numéros d'appels prioritaires nationaux. Si cette réquisition excède une durée définie par Lui-même, le Roi peut définir les modalités des éventuels dédommagements à apporter pour ces réquisitions. »

Artikel 14

De Koning gaat Zijn bevoegdheid te buiten in zoverre wordt voorgeschreven dat de rechten die niet zijn betaald op de vastgestelde vervaldatum, van rechtswege en zonder ingebrekestelling aanleiding geven tot een interest : het komt Hem immers niet toe aldus af te wijken van het gemene recht.

Artikel 14 moet vervallen.

Artikel 15

1. In de Franse lezing van paragraaf 2, laatste zin, moeten naar het voorbeeld van de Nederlandse versie de woorden « arrondis à la centaine d'eurocents supérieure » vervangen worden door de woorden « arrondis à l'euro supérieur ».

2. Paragraaf 3 van de onderzochte bepaling schrijft voor :

« Een eventuele betwisting van de berekening van de indexatie schorst geenszins de verplichting om het door het Instituut mee-gedeelde bedrag te betalen. »

In zoverre de in die bepaling vervatte regel betrekking heeft of zou hebben op een betwisting uitgaande van de schuldenaar buiten het kader van enig rechterlijk beroep, is die regel vanzelfsprekend en bijgevolg overbodig.

In zoverre de onderzochte bepaling betrekking heeft of zou hebben op een betwisting in de vorm van een rechterlijk beroep, moet eraan herinnerd worden dat de al dan niet schorsende werking van een beroep ingesteld tegen de beslissingen van het BIPT reeds wordt geregeld bij artikel 2, § 2, van de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.

In ieder geval dient de ontworpen paragraaf 3 te vervallen.

Artikel 18

1. De onderzochte bepaling schrijft voor :

« De kennisgeving kan worden geweigerd omwille van de openbare orde of om redenen met betrekking tot landsverdediging of openbare veiligheid. De beslissing daartoe wordt door het Instituut naar behoren gemotiveerd. De betrokken onderneming wordt vooraf gehoord. »

In het verslag aan de Koning staat daaromtrent het volgende te lezen :

« Indien bijvoorbeeld de uitzonderlijke situaties die vermeld zijn in artikel 4 van de wet van 13 juni 2005 zich voordoen, zou het paradoxaal zijn mocht het Instituut een kennisgeving voor de in dat artikel geïmagineerde diensten niet kunnen weigeren. Dit artikel creëert derhalve een basis op grond waarvan het Instituut uitzonderlijk een kennisgeving kan weigeren. »

Rekening houdend met die toelichting moet eraan herinnerd worden dat artikel 4 van de voornoemde wet van 13 juni 2005 bepaalt :

« § 1. Wanneer de openbare veiligheid, de volksgezondheid, de openbare orde of de verdediging van het Rijk dit eisen, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, gedurende de termijn die Hij vaststelt geheel of gedeeltelijk verbieden :

1° elektronische-communicatienetwerken of -diensten aan te bieden;

2° apparatuur te houden of te gebruiken.

De Koning mag terzake alle maatregelen voorschrijven die Hij nuttig acht, inzonderheid de uitrustingen onder sekwestre doen plaatsen of op een bepaalde plaats doen deponeren.

De in dit artikel bedoelde maatregelen geven geen aanleiding tot de toekenning van enige vergoeding.

§ 2. In geval van een uitzonderlijke situatie die ofwel de buitendienststelling, ofwel een overbelasting van de burgerlijke of militaire elektronische-communicatiemiddelen tot gevolg heeft, die de normale werking ervan verhindert, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bij wijze van noodmaatregel iedere maatregel nemen die Hij nodig acht, met inbegrip van de volledige of gedeeltelijke opeising van de transmissiecapaciteit van de operatoren om die in te zetten voor het gebruik van nationale prioritaire diensten of oproepnummers. Indien die opeising een door Hemzelf vastgestelde duur overschrijdt, kan de Koning de nadere regels bepalen voor de eventuele schadeloosstelling van die opeising. »

2. Il suit de la comparaison entre le texte en projet et l'article 4 de la loi précitée du 13 juin 2005, que les circonstances qui, selon l'arrêté en projet, peuvent justifier le refus de la notification par l'I.B.P.T. sont plus limitées que celles dans lesquelles le Roi peut, conformément à l'article 4 de la loi, interdire en tout ou en partie de fournir des réseaux ou services de communications électroniques : en effet, l'arrêté en projet mentionne seulement les besoins de la défense nationale ou de la sécurité publique, alors que la loi vise également la santé publique et l'ordre public.

Le texte en projet n'est donc pas cohérent au regard de l'article 4 de la loi précitée, ni, par conséquent, au regard de l'objectif qu'il poursuit, ce qui le rend de surcroît sujet à critique au regard du principe d'égalité.

3. Plus fondamentalement, la loi précitée du 13 juin 2005 n'habilite pas le Roi à décider de manière générale et abstraite que la notification visée à son article 9 peut être refusée dans certains cas.

Le Roi peut seulement puiser dans l'article 4 de la loi une habilitation pour imposer le refus de la notification par l'I.B.P.T., ce, au titre de « mesure qu'Il juge utile » au sens dudit article 4.

Il en résulte d'une part, qu'à défaut d'habilitation générale expresse en ce sens, un refus de notification ne peut être prévu en dehors des circonstances visées à l'article 4. La disposition en projet, qui ne subordonne pas expressément le refus qu'elle vise à la mise en œuvre de l'article 4 de la loi et permet donc que ce refus intervienne dans d'autres cas, est par conséquent sujette à critique.

D'autre part, le refus de notification ne peut être prévu que si les conditions énumérées à l'article 4 de la loi sont remplies, notamment la réalisation et le maintien des circonstances particulières ou exceptionnelles visées par la loi. En d'autres termes, le Roi ne pourra imposer une telle mesure de refus de notification qu'en fonction des circonstances qui se présenteront, et non de manière tout à fait abstraite et générale dans le temps, comme y procède la disposition à l'examen.

Enfin, pareil arrêté devrait, en toute hypothèse, être délibéré en Conseil des ministres.

De ce qui précède, il suit que la disposition en projet n'a donc pas sa place dans l'arrêté en projet.

Elle sera omise.

La chambre était composée de :

MM. :

Ph. Hanse, président de chambre;

P. Liénardy, P. Vandernoot, conseillers d'Etat;

Madame C. Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. Vagman, auditeur.

Le greffier,
C. Gigot

Le président,
Ph. Hanse.

**7 MARS 2007. — Arrêté royal
relatif à la notification des services
et des réseaux de communications électroniques**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, en particulier les articles 9 et 29;

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1999 relatif aux redevances à payer à l'Institut par les personnes tenues de faire une déclaration de services de télécommunications;

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1999 concernant les catégories de services de télécommunications soumis à des conditions d'exploitation;

Vu l'arrêté ministériel du 11 juin 1999 fixant les conditions d'exploitation imposées à certains services de télécommunications;

Vu l'arrêté ministériel du 11 juin 1999 fixant les modalités de déclaration des services de télécommunications;

2. Uit een vergelijking van de ontwerptekst met artikel 4 van de voornoemde wet van 13 juni 2005 volgt dat de omstandigheden die volgens het ontwerpbesluit de weigering van kennisgeving door het BIPT kunnen wettigen beperkter zijn dan die waarin de Koning overeenkomstig artikel 4 van de wet geheel of gedeeltelijk kan verbieden elektronische-communicatienetwerken of -diensten aan te bieden : het ontwerpbesluit vermeldt immers alleen redenen met betrekking tot landsverdediging of openbare veiligheid, terwijl in de wet ook de volksgezondheid en de openbare orde worden vermeld.

De ontwerptekst is dus niet coherent in het licht van artikel 4 van de voornoemde wet, noch bijgevolg in het licht van het beoogde doel, zodat hij bovendien laakbaar is uit het oogpunt van het gelijkheidsbeginsel.

3. Een fundamenteeler bezwaar is dat de voornoemde wet van 13 juni 2005 de Koning niet machtigt om op algemene en abstracte wijze te beslissen dat de kennisgeving genoemd in artikel 9 ervan in bepaalde gevallen geweigerd kan worden.

De Koning kan aan artikel 4 van de wet uitsluitend een machtiging ontleen om de weigering van de kennisgeving door het BIPT op te leggen, en wel bij wijze van « maatregel die Hij nuttig acht », in de zin van het genoemde artikel 4.

Daaruit volgt enerzijds dat bij ontstentenis van een uitdrukkelijke algemene machtiging in die zin, in de mogelijkheid van een weigering van kennisgeving alleen kan worden voorzien buiten de omstandigheden genoemd in artikel 4. De ontworpen bepaling, die de erin voorgeschreven weigering niet uitdrukkelijk afhankelijk stelt van de tenuitvoerlegging van artikel 4 van de wet en die er dus in voorziet dat die weigering in andere gevallen kan worden uitgesproken, is bijgevolg laakbaar.

Anderzijds kan de weigering van kennisgeving alleen worden voorgeschreven indien de voorwaarden gesteld in artikel 4 van de wet vervuld zijn, inzonderheid de totstandkoming en het in stand blijven van de bijzondere of uitzonderlijke omstandigheden bedoeld in de wet. Met andere woorden, de Koning kan een zodanige maatregel van weigering van kennisgeving alleen opleggen op basis van de omstandigheden eigen aan een zaak, doch niet op een zeer abstracte en algemene wijze in de tijd, zoals de onderzochte bepaling voorschrijft.

Ten slotte zou over een zodanig besluit hoe dan ook overlegd moeten worden in de Ministerraad.

Uit het vorenstaande volgt dat de ontworpen bepaling dus niet thuishoort in het ontwerpbesluit.

Die bepaling dient te vervallen.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Ph. Hanse, kamervoorzitter;

P. Liénardy, P. Vandernoot, staatsraden;

Mevr. C. Gigot, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. Vagman, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. Liénardy.

De griffier,
C. Gigot

De voorzitter,
Ph. Hanse.

**7 MAART 2007. — Koninklijk besluit
betreffende de kennisgeving
van elektronische-communicatiediensten en -netwerken**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, inzonderheid op de artikelen 9 en 29;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 1999 betreffende de rechten die aan het Instituut moeten betaald worden door de personen die ertoe gehouden zijn een aangifte te doen van telecommunicatiediensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 1999 betreffende de categorieën van telecommunicatiediensten waarvoor exploitatievoorwaarden worden opgelegd;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 juni 1999 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden die opgelegd worden aan bepaalde telecommunicatiediensten;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 juni 1999 tot vaststelling van de nadere regels inzake de aangifte van telecommunicatiediensten;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 1999 fixant les modalités de déclaration et de cession des réseaux non publics de télécommunications;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications donné le 26 avril 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 septembre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2006;

Vu l'avis 41.926/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 janvier 2007, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, et de notre Ministre de l'Emploi et de la Protection de la Consommation,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o loi : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

2^o Institut : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications tel que visé à l'article 13 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges;

3^o notification : notification au sens de l'article 9 de la loi;

4^o service vocal : service qui consiste principalement en le traitement de signaux vocaux destinés à être transmis via un réseau de communications électroniques et qui n'est pas assimilable à un service téléphonique public.

Section 2. — Modalités en matière de notification

Art. 2. La notification est datée et signée par la personne physique ou le représentant de la personne morale qui souhaite déployer l'activité de communications électroniques en question, ou par un mandataire.

Le représentant d'une personne morale spécifie son titre et justifie son pouvoir.

Le mandataire justifie son mandat.

Art. 3. Les informations mentionnées à l'article 9, § 3, de la loi sont immédiatement remises à l'Institut.

Toute la documentation estimée nécessaire par l'Institut lui est remise gratuitement et définitivement.

Section 3. — Publication par l'Institut

Art. 4. § 1^{er}. L'Institut publie sur son site Internet un relevé au sens de l'article 9, § 8, de la loi.

Cet aperçu ne contient pas de données confidentielles.

§ 2. L'aperçu contient au moins les données suivantes :

1^o par opérateur les services et réseaux de communications électroniques dont une notification a été faite;

2^o la date de la notification du service de communications électroniques ou du réseau;

3^o la description du service de communications électroniques ou du réseau telle qu'indiquée par l'opérateur lors de la notification;

4^o le nom, l'adresse, le numéro de T.V.A. ou de registre de commerce de l'opérateur ou un numéro d'identification similaire regroupant valablement ces données.

Section 4. — Redevances dues

Art. 5. Toute notification d' :

1^o un service téléphonique public;

2^o un réseau de communications électroniques public;

3^o un service vocal;

fait l'objet, sous réserve de l'application de l'article 8, d'un paiement unique d'une redevance destinée à couvrir les frais de la notification. Cette redevance est fixée à 546 EUR.

Cette redevance est payée lors de la notification.

Gelet op het ministerieel besluit van 3 augustus 1999 tot vaststelling van de nadere regels inzake de aangifte en de overdracht van niet-openbare telecommunicatienetwerken;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie gegeven op 26 april 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 september 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 22 november 2006;

Gelet op het advies 41.926/4 van de Raad van State, gegeven op 9 januari 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid en van Onze Minister van Werk en Consumentenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Afdeling 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1^o wet : de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

2^o Instituut : Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zoals bedoeld in artikel 13 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector;

3^o kennisgeving : kennisgeving in de zin van artikel 9 van de wet;

4^o spraakdienst : dienst die hoofdzakelijk bestaat uit het verwerken van spraaksignalen die bestemd zijn om te worden verzonden over een elektronische-communicatienetwerk en die niet gelijk te stellen is met een openbare telefoondienst.

Afdeling 2. — Nadere regels inzake de kennisgeving

Art. 2. De kennisgeving wordt gedagtekend en ondertekend door de natuurlijke persoon of door de vertegenwoordiger van de rechtspersoon die de betreffende elektronische-communicatieactiviteit wenst te ontplooiën, of door een gemachtigde.

De vertegenwoordiger van een rechtspersoon maakt zijn hoedanigheid kenbaar en levert het bewijs van zijn bevoegdheid.

De gemachtigde levert het bewijs van zijn volmacht.

Art. 3. De informatie vermeld in artikel 9, § 3, van de wet, wordt onverwijld aan het Instituut bezorgd.

Alle door het Instituut nodig geachte documentatie wordt gratis en definitief aan het Instituut bezorgd.

Afdeling 3. — Publicatie door het Instituut

Art. 4. § 1. Het Instituut publiceert op zijn website een overzicht in de zin van artikel 9, § 8, van de wet.

Dit overzicht bevat geen vertrouwelijke gegevens.

§ 2. Het overzicht bevat minstens de volgende gegevens :

1^o per operator de elektronische-communicatiediensten en netwerken waarvan een kennisgeving werd gedaan;

2^o de datum van kennisgeving van de elektronische-communicatiedienst of het -netwerk;

3^o de omschrijving van de elektronische-communicatiedienst of het -netwerk zoals die bij de kennisgeving door de operator werd vermeld;

4^o de naam, het adres, het BTW- of handelsregisternummer van de operator of een vergelijkbaar identificatienummer dat deze gegevens op een rechtsgeldige manier bundelt.

Afdeling 4. — Verschuldigde rechten

Art. 5. Elke kennisgeving van :

1^o een openbare telefoondienst;

2^o een openbaar elektronische-communicatienetwerk;

3^o een spraakdienst,

geeft behoudens toepassing van artikel 8, aanleiding tot de eenmalige betaling van een recht bestemd om de kosten van de kennisgeving te dekken. Dit recht is vastgesteld op 546 EUR.

Dit recht wordt betaald bij de kennisgeving.

Art. 6. § 1^{er}. La notification de :

1° un service ou un réseau de communications électroniques visé à l'article 5 dont l'exploitation n'a pas de but lucratif;

2° un service ou un réseau de communications électroniques non visé à l'article 5;

fait l'objet d'un paiement unique d'une redevance destinée à couvrir les frais de la notification. Cette redevance est fixée à 100 EUR.

Cette redevance est payée lors de la notification.

§ 2. Si une personne a l'intention de déployer plusieurs des services ou réseaux de communications électroniques visés au § 1^{er}, elle peut en faire une notification groupée rassemblant l'ensemble des services ou réseaux de communications électroniques prévus dans une seule notification. Cette notification regroupée fait l'objet d'un paiement unique et préalable d'une redevance destinée à couvrir les frais de la notification. Cette redevance est fixée à 200 EUR.

Cette redevance est payée lors de la notification.

Art. 7. Les redevances visées aux articles 5 et 6 ne sont pas dues pour les réseaux et services de communications électroniques mentionnés à l'article 161 de la loi.

Art. 8. § 1^{er}. Pour couvrir les frais de gestion du dossier, l'opérateur qui effectue une des activités de communications électroniques mentionnées à l'article 5, 1° et 2° verse annuellement à l'Institut une redevance de 12.150 EUR.

Le montant repris à l'alinéa premier est doublé pour les opérateurs désignés par l'Institut comme puissants sur un marché relatif aux activités visées à l'article 5, 1°, ou à l'article 5, 2°, à l'exception de la terminaison sur le propre réseau.

§ 2. Cet article n'est pas d'application aux réseaux de communications électroniques publics visés par :

1° l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM;

2° l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800;

3° l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération.

Art. 9. Afin de couvrir les frais de gestion du dossier, l'opérateur verse annuellement à l'Institut un montant de 450 EUR pour les activités de communication électroniques visées à l'article 5, 3°.

Art. 10. Afin de couvrir les frais de gestion du dossier, l'opérateur verse annuellement à l'Institut pour les activités de communication électroniques visées à l'article 6, § 1^{er} un montant de 250 EUR pour l'ensemble des services et réseaux de communication électroniques déclarés.

Art. 11. Le premier paiement des redevances fixées aux articles 8, 9 et 10 est effectué dans un délai de trente jours calendrier à partir de la notification. Le montant est calculé au prorata du nombre de mois restant de l'année au cours de laquelle la notification a lieu. Le mois où la notification a lieu est compté en tant que mois entier. Les paiements ultérieurs doivent être effectués de manière complète et indivisible avant le 31 janvier.

Art. 12. § 1^{er}. Les montants des redevances mentionnées dans le présent arrêté sont adaptés à l'indice des prix à la consommation le 1^{er} janvier de chaque année.

§ 2. L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de novembre qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu par l'indice des prix du mois de novembre 2003. Pour le calcul de ce coefficient, on arrondit celui-ci aux dix millièmes supérieurs ou inférieurs selon que le chiffre des cent millièmes atteint ou non cinq. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à leuro supérieur.

§ 3. L'éventuelle contestation du calcul de l'indexation ne suspend en aucun cas l'obligation de payer le montant communiqué par l'Institut, sauf en cas de suspension prononcée par la cour d'appel conformément à l'article 2, § 2, de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges.

Art. 6. § 1. De kennisgeving van :

1° een elektronische-communicatiedienst of -netwerk vermeld in artikel 5 waarvan de exploitatie gebeurt zonder winstoogmerk;

2° een elektronische-communicatiedienst of -netwerk die niet vermeld is in artikel 5;

geeft aanleiding tot de eenmalige betaling van een recht bestemd om de kosten van de kennisgeving te dekken. Dit recht is vastgesteld op 100 EUR.

Dit recht wordt betaald bij de kennisgeving.

§ 2. Indien een persoon de intentie heeft om verschillende van de elektronische-communicatiediensten of -netwerken vermeld in § 1 te ontplooiën, kan hij hiervan een gegroepeerde kennisgeving doen waarbij het geheel van de voorgenomen elektronische-communicatiediensten of -netwerken in één kennisgeving wordt ondergebracht. Dergelijke gegroepeerde kennisgeving geeft aanleiding tot de eenmalige en voorafgaande betaling van een recht bestemd om de kosten ervan te dekken. Dit recht is vastgesteld op 200 EUR.

Dit recht wordt betaald bij de kennisgeving.

Art. 7. De rechten vermeld in de artikelen 5 en 6 zijn niet verschuldigd voor de elektronische-communicatienetwerken en -diensten vermeld in artikel 161 van de wet.

Art. 8. § 1. Om de kosten te dekken voor het beheer van het dossier, betaalt de operator die een van de elektronische-communicatieactiviteiten verricht vermeld in artikel 5, 1° en 2° jaarlijks aan het Instituut een recht van 12.150 EUR.

Het in het eerste lid vermelde bedrag wordt verdubbeld voor de operatoren die door het Instituut zijn aangemerkt als operatoren met een sterke machtspositie op een markt die betrekking heeft op de activiteiten vermeld in artikel 5, 1°, of in artikel 5, 2°, met uitzondering van de terminatie op het eigen netwerk.

§ 2. Dit artikel is niet van toepassing op de openbare elektronische-communicatienetwerken gevisieerd door :

1° het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten;

2° het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten;

3° het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie.

Art. 9. Om de kosten te dekken voor het beheer van het dossier, betaalt de operator voor de elektronische-communicatieactiviteiten vermeld in artikel 5, 3°, jaarlijks aan het Instituut een bedrag van 450 EUR.

Art. 10. Om de kosten te dekken voor het beheer van het dossier, betaalt de operator voor de elektronische-communicatieactiviteiten vermeld in artikel 6, § 1, jaarlijks aan het Instituut een bedrag van 250 EUR voor het geheel van de aangegeven elektronische-communicatiediensten en -netwerken.

Art. 11. De eerste betaling van de rechten bepaald in de artikelen 8, 9 en 10 geschiedt binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf de kennisgeving. Het bedrag wordt berekend naar rato van het aantal resterende maanden van het jaar waarin de kennisgeving gebeurt. De maand waarin de kennisgeving gebeurt, wordt meegerekend als zijnde een volledige maand. De verdere betalingen dienen volledig en ondeelbaar te geschieden vóór 31 januari.

Art. 12. § 1. De bedragen van de rechten die in dit besluit zijn vermeld worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

§ 2. De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand november die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing zal plaatsvinden, te delen door het indexcijfer van de maand november 2003. Bij de berekening van de coëfficiënt wordt deze afgerond tot het hogere of lagere tienduizendste naargelang het cijfer van de honderdduizendsten al of niet vijf bereikt. Na de toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot de hogere euro.

§ 3. Een eventuele betwisting van de berekening van de indexatie schorst de verplichting niet om het door het Instituut meegedeelde bedrag te betalen, behoudens in geval van schorsing uitgesproken door het hof van beroep overeenkomstig artikel 2, § 2, van de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.

Art. 13. Aucune cessation d'activités complète ou partielle ou d'une partie de celles-ci ne donne lieu à un quelconque remboursement de l'ensemble ou d'une partie des redevances visées dans le présent arrêté.

Section 5. — Dispositions finales

Art. 14. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 20 avril 1999 relatif aux redevances à payer à l'Institut par les personnes tenues de faire une déclaration de services de télécommunications;

2° l'arrêté royal du 20 avril 1999 concernant les catégories de services de télécommunications soumis à des conditions d'exploitation;

3° l'arrêté ministériel du 11 juin 1999 fixant les conditions d'exploitation imposées à certains services de télécommunications;

4° l'arrêté ministériel du 11 juin 1999 fixant les modalités de déclaration des services de télécommunications;

5° l'arrêté ministériel du 3 août 1999 fixant les modalités de déclaration et de cession des réseaux non publics de télécommunications.

Art. 15. Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique et Notre Ministre de l'Emploi et la Protection de la Consommation, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mars 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Art. 13. Geen enkele gehele of gedeeltelijke stopzetting van de activiteiten of een onderdeel daarvan, geeft aanleiding tot enige terugbetaling van het geheel of een gedeelte van de rechten bedoeld in dit besluit.

Afdeling 5. — Slotbepalingen

Art. 14. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 20 april 1999 betreffende de rechten die aan het Instituut moeten betaald worden door de personen die ertoe gehouden zijn een aangifte te doen van telecommunicatiediensten;

2° het koninklijk besluit van 20 april 1999 betreffende de categorieën van telecommunicatiediensten waarvoor exploitatievoorwaarden worden opgelegd;

3° het ministerieel besluit van 11 juni 1999 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden die opgelegd worden aan bepaalde telecommunicatiediensten;

4° het ministerieel besluit van 11 juni 1999 tot vaststelling van de nadere regels inzake de aangifte van telecommunicatiediensten;

5° het ministerieel besluit van 3 augustus 1999 tot vaststelling van de nadere regels inzake de aangifte en de overdracht van niet-openbare telecommunicatienetwerken.

Art. 15. Onze Minister bevoegd voor Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid en Onze Minister van Werk en Consumentenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 maart 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting en Consumentenzaken
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 1326

[C — 2007/11123]

16 MARS 2007. — Arrêté royal créant une Direction générale des Télécommunications et de la Société de l'Information auprès du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 37 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 25 février 2002 portant création du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, modifié par les arrêtés royaux du 2 août 2002 et du 8 octobre 2004;

Vu l'arrêté royal du 26 février 2002 portant création du Service public fédéral de Programmation des Télécommunications;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2003 fixant la dénomination et les compétences des Directions générales du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 janvier 2007;

Vu l'avis motivé du 6 février 2007 émis par le Comité intermédiaire de concertation du Secteur IV « Affaires économiques »;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 13 mars 2007;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 1326

[C — 2007/11123]

16 MAART 2007. — Koninklijk besluit tot oprichting van een Algemene Directie Telecommunicatie en Informatiemaatschappij bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 37 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 2002 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 augustus 2002 en 8 oktober 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 februari 2002 houdende oprichting van de Programmatorische Federale Overheidsdienst Telecommunicatie;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 november 2003 tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheden van de Algemene Directies van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 januari 2007;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 6 februari 2007 uitgebracht door het Tussenoverlegcomité van Sector IV « Economische Zaken »;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken van 13 maart 2007;